



# Tribune

**Les textes qui sont publiés dans cette rubrique relèvent de la seule responsabilité des groupes politiques signataires. Ils ne sauraient en aucun cas engager la responsabilité du Conseil régional Midi-Pyrénées.**

## GRUPE SOCIALISTE ET RÉPUBLICAIN

### Réforme territoriale : un recul historique !

Contre-vérités, mensonges, démagogie... la réforme des collectivités territoriales, voulue par le gouvernement, est bâtie sur des fondations bien mal-saines. Loin de clarifier l'exercice des responsabilités au niveau local, de renforcer la démocratie locale, cette réforme se solde par une recentralisation du pouvoir : un gouvernement, qui détient les cordons de la bourse et décide, selon son « bon vouloir », du sort des collectivités... Ce recul historique aura des conséquences catastrophiques pour nos concitoyens.

#### Haro sur les collectivités !

Le Président de la République accuse, pour justifier cette réforme, les collectivités d'engendrer le déficit public.

Rétablissons la vérité : les collectivités et parmi elles les Régions ne sont en rien responsables ! Elles n'ont pas le droit d'avoir un budget en déséquilibre ! Leur dette globale n'atteint pas 10 % de celle de l'État !

Une contre-vérité parmi d'autres : des économies seraient faites en fusionnant le conseiller régional et le conseiller général pour créer le conseiller territorial.

En Midi-Pyrénées, nous passerons de 91 à 255 élus ! Où seront les économies ? Hémicycle, bureaux, salles de réunion... tout serait à changer !

Au final, au moment où la crise creuse les inégalités sociales, où le chômage explose, le gouvernement choisit de porter l'estocade aux collectivités locales. Il prend ainsi la lourde responsabilité de paralyser les perspectives de reprise pour notre Pays et de mettre à mal les derniers remparts de solidarité !

75 % des investissements publics sont, en effet, réalisés par les Communes, les Intercommunalités, les Départements, les Régions. En Midi-Pyrénées, la Région consacre 46 % de son budget (558 millions d'euros) à l'investissement. Construction et rénovation de lycées, de lignes de chemins de fer, de logements étudiants, soutien aux projets des territoires... ces investissements nécessaires favorisent l'économie locale, la reprise et l'emploi.

L'action régionale a également une incidence concrète sur le pouvoir d'achat. Notre politique actuelle de tarification TER pour les étudiants, salariés et les demandeurs d'emploi, permet, par exemple, aux usagers des économies de 2 à 10 euros par voyage.

Aurons-nous, encore, les moyens d'agir ainsi sur le quotidien des midi pyrénéens ? Bien sûr, nous nous y efforcerons. Mais la question se pose légitimement, lorsque seule collectivité à ne plus disposer de fiscalité propre, la Région va subir, avec cette réforme, le gel des dotations de l'État, soit une baisse considérable de ses recettes.

Quid également de la redistribution entre territoires et de l'avenir des territoires ruraux avec le processus annoncé de métropolisation ?

#### Poursuivre notre engagement coûte que coûte pour Midi-Pyrénées !

Contre-vérités, mensonges, démagogie... c'est également ce que nous réserve l'opposition régionale. C'est vrai que pour elle, la vérité est dure à entendre et l'argumentation en faveur des réformes en cours particulièrement dure à soutenir.

Prenons pour seul exemple l'Éducation Nationale ; difficile de justifier l'action du gouvernement qui se résume à un objectif : supprimer des postes. Une volonté qui se traduit par l'augmentation du nombre d'élèves par classe, par la suppression des postes d'assistants étrangers en langue. Tout est bon pour réaliser des économies au mépris des conditions d'études.

Ici en Région, nous continuerons, tant que nous le pourrons, pour les jeunes et leurs familles, à mettre en place des conditions adéquates à une bonne scolarité des lycéens.

Cette année des mesures d'équipement des lycées en laboratoires pour l'apprentissage des langues étrangères ont été prises. La rentrée sera placée sous le signe du numérique avec l'octroi, sous conditions de ressources, d'un ordinateur portable pour les jeunes entrant en seconde.

Aux contre-vérités, au mensonge, à la démagogie, nous opposons une volonté politique sans faille, et notre action. En améliorant les lieux d'apprentissage, en soutenant le dynamisme des territoires, en créant les conditions de la relance de l'économie et de l'emploi, nous nous battons, même si le gouvernement s'emploie à saper nos efforts, pour maintenir et conforter la qualité de vie des Midi-Pyrénéens(e)s. ■

**Contacts : 22, boulevard Maréchal Juin 31406 Toulouse Cedex 4**

**Tél. : 05 61 33 54 07 ou 05 61 33 57 31 Fax : 05 61 33 54 08**

**e-mail : rmp.ps@cr-mip.fr**

## GRUPE EUROPE ÉCOLOGIE

### Anticipons les restrictions budgétaires !

Alors que le gouvernement s'obstine dans une réforme territoriale et des finances locales qui met à mal l'ensemble des budgets des collectivités territoriales, il est indispensable d'anticiper les restrictions budgétaires et de saisir l'opportunité d'une remise à plat des outils financiers de la Région. Nous souhaitons impulser une nouvelle logique de soutien économique aux entreprises, plus juste, plus durable et plus éthique.

# libre



La priorité devra être donnée aux aides sous forme d'avances remboursables ou d'emprunts bancaires pour lesquels la Région se porterait caution. Cela permettrait de démultiplier les aides sans tronquer le budget et sans augmenter l'impôt. L'objectif est que l'argent public serve de levier pour le développement et l'innovation puis qu'il soit rendu à terme au Conseil régional pour amorcer d'autres soutiens.

Un second outil pourrait être la coordination des demandes d'emprunt au niveau interrégional afin de pouvoir négocier les taux bancaires au plus bas.

Ces outils, parmi d'autres, devront être mis en place dans un cadre déontologique clair: la lutte contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. La règle devra être une véritable transparence pour les banques qui travailleront avec la Région. Tout établissement financier devra rendre compte à la collectivité sur son implication financière à l'étranger, sur la méthode utilisée pour lutter contre le blanchiment, la corruption et la fraude fiscale. C'est à partir de ces critères que nous pourrions décider de collaborer avec une banque, afin de doter la Région d'une politique de soutien économique repensée, pragmatique et responsable. ■

**Guillaume Cros, Président du Groupe Europe Écologie**  
Contact: [rmp.europe-ecologie@cr-mip.fr](mailto:rmp.europe-ecologie@cr-mip.fr)  
0 561 335 159

## GRUPE RADICAUX DE GAUCHE

### Une re-centralisation aux forceps

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le projet de loi de réforme des collectivités territoriales est toujours en discussion au Parlement. Mais les points d'achoppement, s'agissant principalement de l'avenir des Régions et des Départements, sont bien sûr connus et suscitent à juste titre de vives réactions par-delà les clivages politiques.

En effet, en l'absence de consensus et au mépris des rapports parlementaires, le Gouvernement entend instaurer une recentralisation partisane, à travers la création du conseiller territorial qui, contrairement à l'objectif initial pourrait s'avérer très coûteuse, doublée d'une recentralisation des compétences, à travers la suppression de la clause de compétence générale (exception faite des projets culture, sport et tourisme) et du retour en force du pouvoir confié au représentant de l'État.

Attachés aux principes républicains de libre administration et d'autonomie des collectivités, convaincus des effets ravageurs de ce projet pour nos territoires, nos concitoyens et pour la démocratie de proximité, Sylvia Pinel et les Conseillers régionaux Radicaux de Gauche, réitèrent leur opposition à l'adoption de ce qu'ils considèrent comme la 1<sup>re</sup> des lois de RE-centralisation. ■

Contact: [rmp.prg@cr-mip.fr](mailto:rmp.prg@cr-mip.fr)

## GRUPE FRONT DE GAUCHE : PCF-PG-GU

### Retraites : manifestons et exigeons un référendum !

Par dizaines de milliers dans les villes de Midi-Pyrénées, comme partout dans le pays, les manifestants continuent de faire entendre leur voix pour s'opposer aux mauvais coups de Sarkozy contre la retraite à 60 ans. D'autres étapes dans

la mobilisation vont suivre. Car les jeux sont loin d'être faits. Malgré le déluge de propagande officielle s'efforçant de justifier un recul social injuste.

L'essentiel de la bataille est devant nous, avec un texte gouvernemental qui sera débattu au parlement à l'automne. Il faut un vrai débat public sur les enjeux de société que pose l'âge de départ en retraite. Et ce débat doit être sanctionné par une consultation populaire, c'est-à-dire par un référendum. ■

**Groupe Front de gauche Tél. 05 61 33 54 13**  
[rmp.fdg@cr-mip.fr](mailto:rmp.fdg@cr-mip.fr) • [elus-pcf-regionmidi-pyrenees.elunet](http://elus-pcf-regionmidi-pyrenees.elunet)

## GRUPE OSONS MIDI-PYRÉNÉES

### Osons la rigueur en Midi-Pyrénées

Face à la crise économique et financière qui touche la France, il est nécessaire que les élus soient solidaires et exemplaires pour redresser les comptes publics.

Dans cette perspective, Nicolas Sarkozy a organisé le 20 mai dernier, une 2<sup>e</sup> conférence sur les déficits publics, boycottée par Martin Malvy au motif que le problème des déficits publics ne concernerait pas les collectivités territoriales. Or, cet argument est particulièrement fallacieux quand on sait que les recettes de la Région Midi-Pyrénées proviennent à 57 % de l'État. Or, la crise qui frappe le pays est sans précédent et la rigueur doit prévaloir partout.

Il semble que Martin Malvy vient d'en prendre conscience « Au moment où la situation économique impose des révisions dans la dépense publique, ce n'est certainement pas de cette réforme dont nous avons besoin » (communiqué du 9 juin 2010).

C'est pourquoi, le groupe d'opposition Osons Midi-Pyrénées a décidé de déposer une motion lors de l'Assemblée Plénière du 28 juin 2010 portant sur 3 points:

- la réduction de 20 % des indemnités des élus,
- la réduction de 50 % des réceptions et frais de bouche,
- la réduction du parc automobile au seul véhicule de fonction du Président de Région.

Ces sommes économisées serviront à abonder un fonds de solidarité destiné à aider et à accompagner les salariés des entreprises victimes de restructurations industrielles. Il pourrait être présidé par Denis Parise ex-syndicaliste de Molex devenu Conseiller Régional qui connaît parfaitement ces questions. Cette proposition procède de notre volonté de concentrer nos efforts sur les effets dévastateurs de la crise, mais aussi, d'éviter le gaspillage des deniers publics tant au niveau de l'assemblée régionale que de ses divers organismes satellites et parfois même d'associations « lucratives sans but » largement abondées par subvention.

À propos des satellites, l'actualité vient de mettre en exergue la gestion non maîtrisée de la Confédération Pyrénéenne du Tourisme dont le bilan présenterait un déficit de plus d'1 million d'euros entraînant via le rapport du commissaire aux comptes l'information du Président du Tribunal de Grande Instance. Il est regrettable que cet outil créé en 1918 voit sa situation et son avenir compromis.

Dans le même esprit notre groupe sollicite une commission d'enquête sur le lycée Gallieni pour analyser les surcoûts liés à la construction mais également à toutes les malfaçons évoquées lors de la Commission Permanente du 3 juin 2010. ■

**Brigitte Barèges**  
Présidente du Groupe d'opposition Osons Midi-Pyrénées  
Tél. 05 61 33 54 60